

## À mesure que le potentiel de la Corne de l'Afrique se précise, la lutte pour l'influence géopolitique des États du Golfe, la Turquie, l'Égypte et l'Iran s'intensifie, de même que le risque de conflit.

*Miguel Mbiavanga Ajú*, chercheur au Centre d'études internationales (CEI) de l'Instituto Universitário de Lisboa (IUL-ISCTE). Les opinions exprimées ici sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de l'organisation pour laquelle il travaille.

# RELATIONS POLITIQUES DE LA CORNE DE L'AFRIQUE AVEC LES PAYS MENA

Les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA, selon l'acronyme anglais) se distinguent nettement des pays de la Corne de l'Afrique par la stabilité relative dont jouissent les premiers, tandis que les seconds restent caractérisés par des conflits prolongés, une instabilité et des tensions géopolitiques qui les rendent particulièrement vulnérables aux influences extérieures, aussi bien au niveau mondial qu'au niveau régional.

La Corne de l'Afrique compte plus de 190 millions d'habitants (Wormer et Berretta, 2023). Comme le Golfe, la région est majoritairement musulmane et toutes deux sont également liées par les migrations (*The Economist*, 2019). Il s'ensuit que des facteurs tels que la proximité géographique et les intersections historiques, culturelles et, plus récemment, économiques des acteurs étatiques impliqués ont façonné la politique étrangère de chacune des parties d'une manière sans précédent, avec des implications mondiales.

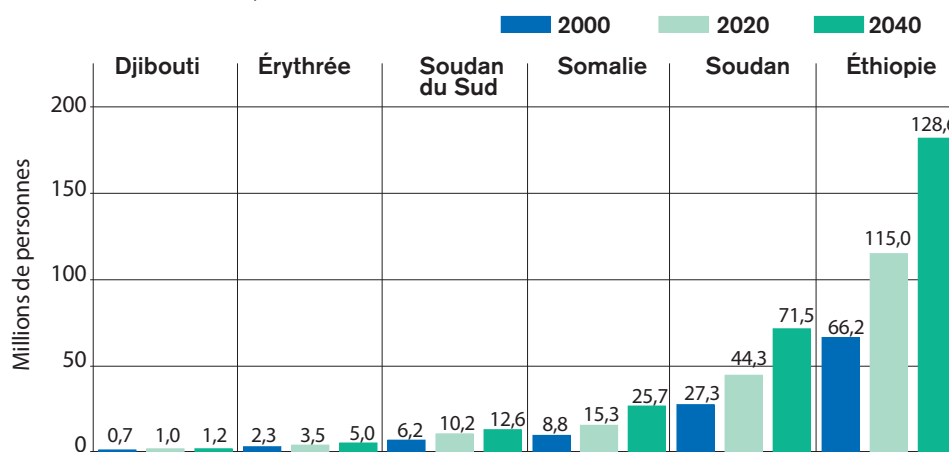
Les dynamiques géopolitiques actuelles dans la Corne de l'Afrique, telles que le rétablissement des relations entre l'Éthiopie et l'Érythrée en 2018, l'implication continue des monarchies du Golfe et de la Turquie en Somalie, les événements politiques qui ont conduit au renversement d'Omar Al Bachir, dont la guerre en cours au Soudan, et l'expansion et l'influence de la politique étrangère de l'Iran en mer Rouge, mettent en évidence les relations politiques des pays de la région MENA en Afrique de l'Est, et dans la Corne de l'Afrique en particulier. En effet, Donelli (2020) estime que des pays comme l'Arabie saoudite, l'Égypte et Israël sont

impliqués dans la Corne de l'Afrique depuis les années 1970 ; d'autres, comme la Turquie, l'Iran, les Émirats arabes unis (EAU) et le Qatar, le sont depuis près de 20 ans. Ces relations se sont considérablement consolidées ces derniers temps, suscitant l'intérêt des experts mondiaux et des populations locales. Au printemps 2019, par exemple, les Soudanais ont protesté contre l'ingérence des États du Golfe dans la complexe transition politique du Soudan.

Les pays de la région MENA présentent leurs propres vulnérabilités. Comme l'ont souligné Aïdi, Hisham et al. (2024), les études relatives aux révolutions arabes de 2011 dans la région ont été tellement frappées par la nouveauté du succès du soulèvement tunisien qu'elles n'ont pas su apprécier le contexte africain des épisodes de forte contestation politique qui se sont étalés sur près d'une décennie. Les études africaines traitant des conflits contestés et des transitions dans des pays tels que le Soudan et la Libye n'ont pas compris comment les modèles d'interventionnisme, qui ont évolué au Moyen-Orient après les soulèvements, allaient influencer les trajectoires de ces deux pays.

Cet article procède à une analyse multinationale basée sur l'approche réaliste néoclassique. Selon Ripsman, Norrin M. et al. (2016), le réalisme néoclassique est une méthode d'analyse de la politique étrangère qui tente de comprendre la politique internationale en tenant compte de la nature du système international, c'est-à-dire de l'environnement politique dans lequel les États interagissent. Dans l'ensemble, l'article propose une évaluation des facteurs sous-jacents à l'influence des

## POPULATION EN 2000, 2020 Y 2040



Source : IFs version 7.63 initialisting UN Population Division Data.

États de la région MENA sur la politique de la Corne de l'Afrique et de la manière dont les pays africains concernés réagissent du point de vue de la politique étrangère. L'analyse tente de mettre en évidence le fait que ces facteurs déterminants peuvent également démontrer la mutation des relations de la région MENA au cours des 15 dernières années, et en particulier celles des États du Golfe, qui sont passées d'une orientation humanitaire et diplomatique à une orientation sécuritaire et politique.

### FACTEURS DÉTERMINANTS DES RELATIONS POLITIQUES

Plusieurs facteurs expliquent les relations prospères et parfois problématiques entre la Corne de l'Afrique et les principaux pays de la région MENA. Certains auteurs ont contribué de manière significative à la compréhension de l'interaction des relations politiques et dans quelle mesure la Corne de l'Afrique a subi les effets secondaires dans ses interactions avec les pays MENA.

Dans son article *The Race for Bases, Ports, and Resources in the Horn of Africa Heats Up* [La course aux bases, aux ports et aux ressources dans la Corne de l'Afrique s'intensifie], Horton (2019) note que l'intérêt croissant pour la Corne de l'Afrique s'explique par deux raisons. Premièrement, les principaux pays de la Corne (Érythrée, Éthiopie, Somalie et Djibouti) sont considérés comme le point d'entrée des puissances du Moyen-Orient vers l'Afrique et ses vastes ressources naturelles. La Somalie, Djibouti et l'Érythrée se trouvent sur le littoral qui constitue l'un des corridors maritimes les plus stratégiques au monde. Rien qu'en 2018, environ 6,2 millions de barils par jour de produits pétroliers ont transité par le détroit de Bab al Mandab, long de 30 kilomètres, entre l'Érythrée, Djibouti et le Yémen. Deuxièmement, les principaux États du Golfe (Arabie saoudite, EAU et Qatar) ont renforcé leur engagement dans la Corne de l'Afrique pour des raisons géostratégiques et économiques.

De même, Mahmood (2020) soutient que l'implication accrue des États du Golfe dans la Corne de l'Afrique a attiré beaucoup d'attention ces dernières années, no-

tamment par la prolifération des infrastructures militaires, des ports et l'augmentation de l'aide militaire et économique. D'autre part, le rôle joué par les pays du Moyen-Orient dans les tentatives de résolution de certains des conflits les plus insolubles de la Corne de l'Afrique reste discutable – des efforts importants qui, dans certains cas, ont précédé les engagements plus récents en matière de paix, de sécurité et d'économie. Toutefois, des pays comme le Qatar, l'Arabie saoudite, les EAU et la Turquie ont manifesté un plus grand intérêt pour la résolution des conflits de la Corne de l'Afrique, au-delà des préoccupations commerciales et militaires. Le Qatar, en particulier, participe aux efforts de paix depuis 2008, en jouant le rôle de médiateur dans les pourparlers entre le Soudan, les factions somaliennes, l'Érythrée et Djibouti. L'approche du Qatar a été différente, impliquant des forces terrestres dans un processus politique.

La démographie est un autre facteur important. Comme le souligne Dunne (2021) dans son article *The Complicated Nature of Red Sea Geopolitics* [La nature compliquée de la géopolitique de la mer Rouge], la région comprenant les pays riverains de la mer Rouge le long de la côte nord-est de l'Afrique et de la péninsule arabique devrait connaître une énorme croissance démographique, passant d'une population d'environ 620 millions d'habitants à près de 1,3 milliard au début des années 2050, avec une augmentation correspondante du PIB au cours de la même période, de 1,8 billion à 6,1 billions de dollars. Malheureusement, la plupart des zones côtières africaines restent très sous-développées et manquent d'infrastructures et de grands ports commerciaux en eau profonde. Cependant, à mesure que le potentiel de la région devient évident, les intérêts politiques, économiques et militaires augmentent, de même que les conflits armés et l'instabilité politique.

Avec des enjeux aussi importants, d'autres pays comme la Turquie, l'Égypte et l'Iran luttent également pour l'accès et l'influence dans la région. Comme le souligne Eric Lob (2024) dans son article *Iran's intervention in Sudan's civil war advances its geopolitical goals – but not without risks* [L'intervention de l'Iran



Le président turc Recep Tayyip Erdogan rencontre le président somalien Hassan Sheikh Mohamud dans le cadre du Forum diplomatique d'Antalya (ADF) à Antalya, en Turquie, le 2 mars 2024. / MUSTAFA KAMACI/ANADOLU VIA GETTY IMAGES

dans la guerre civile au Soudan fait avancer ses objectifs géopolitiques, mais n'est pas sans risque], le rôle de Téhéran dans le financement et l'armement de proxies au Moyen-Orient a suscité plus d'intérêt depuis l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023, alors que son intervention militaire au Soudan n'a reçu que peu d'attention. Entre décembre 2023 et janvier 2024, l'Iran a fourni plusieurs drones de reconnaissance et de combat de moyenne portée Mohajer-6 au président Abdel Fattah al Bourhane et aux Forces armées du Soudan (SAF, selon l'acronyme en anglais), ce qui montre clairement que l'Iran utilise de plus en plus son implication dans les zones de conflit africaines pour servir ses ambitions militaires, commerciales et, surtout, géopolitiques. Armer les SAF contribue à la fois aux objectifs géopolitiques plus larges de l'Iran et à sa concurrence avec des rivaux régionaux tels que l'Arabie saoudite, les EAU et Israël. Téhéran s'est également impliqué en Éthiopie lors de la guerre du Tigré en 2020-2022.

L'Égypte et la Turquie compliquent d'autant plus les relations politiques qu'elles coopèrent étroitement avec leurs alliés du Golfe tout en s'engageant avec les pays de la Corne et de l'Afrique de l'Est en général. Dans son article *Why are Gulf countries so interested in the Horn of Africa* [Pourquoi les pays du Golfe s'intéressent-ils tant à la Corne de l'Afrique ?], T.G. (2019) affirme que la rivalité de 2017 entre l'Arabie saoudite et les EAU, d'une part, et le Qatar et la Turquie, d'autre part, a eu un impact significatif sur la Corne de l'Afrique. Alors que la Turquie faisait des percées dans la région en favorisant des relations étroites avec le gouvernement somalien et en obtenant de lucratifs contrats d'infrastructure pour les entreprises turques, les États du Golfe ont tenté de la forcer à faire marche arrière. Motivés par le déclin de

l'influence des États-Unis dans leur arrière-cour, l'Arabie saoudite et les EAU ont également ressenti le besoin impérieux d'adopter une position plus ferme dans la Corne de l'Afrique.

Cependant, Mahmood (2020) affirme à juste titre que l'ambition d'Ankara de se positionner en tant que leader du monde musulman encourage davantage ses efforts, citant la Somalie comme un exemple clair. En outre, la Turquie et le Qatar ont également soutenu conjointement les réseaux des Frères musulmans dans la Corne de l'Afrique et en Égypte, bien qu'à ce jour cela ne se soit pas traduit par des efforts coordonnés de résolution des conflits entre les deux pays.

En revanche, les liens étroits entre l'Arabie saoudite et l'Égypte ont fait l'objet d'une attention particulière dans le cadre de la guerre au Soudan et des tensions entre l'Éthiopie et l'Égypte concernant la construction par la première du barrage de la Renaissance sur le Nil. Selon Dunne (2021), compte tenu des menaces globales qui pèsent sur la stabilité, l'Égypte, en tant que puissance de la mer Rouge depuis l'époque pharaonique, a suivi de près les développements politiques dans la région. Le Caire s'inquiète de l'empiètement de son influence traditionnelle sur toute la côte occidentale de la mer Rouge, en particulier au Soudan, en raison de la présence accrue de forces navales et militaires étrangères, mais aussi des limitations de sa liberté d'action liées au barrage de la Renaissance, qui obligent l'Égypte à adapter sa position.

Enfin, la Corne de l'Afrique et les pays de la péninsule arabique se trouvent dans la même situation complexe en matière de sécurité. Ils partagent des menaces et des défis semblables, en particulier dans le corridor de la mer Rouge et du golfe d'Aden, ce qui pourrait limiter l'implication des pays du Moyen-Orient dans la Corne de l'Afrique s'ils veulent atténuer les retombées négatives potentielles.

## L'IMPACT DES RELATIONS POLITIQUES SUR LA SÉCURITÉ

La sécurité est un facteur sous-jacent essentiel au cœur des relations politiques de la Corne de l'Afrique avec les pays de la région MENA. Comme le souligne l'International Crisis Group (2019) dans son rapport sur le Moyen-Orient intitulé *Intra-Gulf Competition in Africa's Horn: Lessening the Impact* [Concurrence intra-golfe dans la Corne de l'Afrique : réduire l'impact], un conflit d'un côté de la mer Rouge pourrait bien créer de l'instabilité sur les deux côtes, une perspective que les responsables politiques du Golfe reconnaissent, mais qu'ils ne reflètent pas dans leurs actions. Au contraire, les gouvernements du Golfe exportent l'instabilité dans une région de la Corne déjà volatile, avec des risques et des conséquences potentiels tels que la piraterie, la violence politique, la criminalité transnationale et l'afflux de réfugiés. Si la préférence de l'Arabie saoudite et des EAU pour des États sûrs peut temporairement étouffer les émeutes dans les rues, elle peut aussi aggraver les griefs et intensifier les divisions, ouvrant ainsi la voie à de futures émeutes. D'autre part, le soutien du Qatar et de la Turquie aux partis islamistes peut également pro-

voquer des troubles ou déclencher des réformes sociales susceptibles d'accroître les tensions et d'aligner les différentes couches de la société dans les pays de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique de l'Est où elles interviennent.

Au Soudan, depuis le renversement d'Omar Al-Bachir en 2019, les forces de sécurité n'ont pas réussi à se regrouper sous une autorité militaire unifiée. En conséquence, une guerre brutale a éclaté en avril 2023, qui a déjà fait au moins 13 000 morts, plus de 33 000 blessés et des millions de déplacés. Après des années de paix relative, la population est à nouveau massacrée dans la région méridionale du Darfour (Lob, 2024). Le conflit actuel a été déclenché en partie par un manque de volonté politique et la poursuite d'intérêts égoïstes sur le front intérieur, mais aussi par des interactions géopolitiques impliquant les États du Golfe, l'Égypte, l'Iran et d'autres pays, qui ont aggravé la situation, avec des implications profondes en matière de sécurité.

Par exemple, Kurtz (2024), dans son rapport *Power Relations in Sudan after the Fall of Bashir* [Relations de pouvoir au Soudan après la chute de Bachir], affirme que les Forces de soutien rapide (RSF, de son acronyme anglais) sous le commandement de Mohammed Hamdan Daglo, connu sous le nom de « Hemetti », étaient déjà un acteur puissant et riche lorsque Bachir a été renversé, en particulier après l'utilisation lucrative de mercenaires dans la guerre du Yémen pour le compte des EAU et de l'Arabie saoudite. D'autres sources de pouvoir pour les RSF et les SAF proviennent de leurs relations étrangères privilégiées et souvent personnalisées. Les SAF du président Al Bourhane entretiennent des relations étroites avec l'Égypte, la Turquie et l'Iran, tout en bénéficiant de livraisons de drones turcs via l'Égypte, ainsi que de drones et d'autres armes en provenance de l'Iran. De même, Hemetti, entretient des relations étroites avec les EAU, qui lui fournissent des armes par l'intermédiaire du Tchad. Paradoxalement, aussi bien les SAF que les FSR coopèrent avec le groupe Wagner et le gouvernement russe et entretiennent de bonnes relations avec l'Arabie saoudite.

En résumé, Dunne (2021) a fait valoir à juste titre que la ruée actuelle sur l'Afrique, impliquant à la fois les pays du Golfe et les acteurs internationaux, comporte un risque important de conflit militaire, que ce soit par accident, par erreur de calcul ou en raison des inévitables tensions provoquées par un si grand nombre de rivaux se disputant des espaces relativement restreints. La recréation de la lutte régionale pour le pouvoir dans la politique instable des pays de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique de l'Est comporte le danger d'une escalade des conflits violents et des crises humanitaires. Il s'agit d'une situation de catastrophe imminente, insiste-t-il.

## **LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA CORNE DE L'AFRIQUE ET DE L'AFRIQUE DE L'EST FACE À L'INFLUENCE DE LA RÉGION MENA**

La lutte pour l'influence géopolitique et la projection de puissance des principaux États du Golfe, de la Turquie, de l'Égypte et de l'Iran dans la Corne de l'Afrique et en Afrique de l'Est a fait l'objet de nombreuses études ces derniers temps. Cependant, peu d'entre elles se

concentrent sur la fermeté en matière de politique étrangère que requièrent les pays africains s'ils veulent répondre ou au moins se positionner dans l'interaction politique, militaire et économique croissante avec les pays de la péninsule arabique.

L'ICG (2019) a identifié deux rivalités qui se chevauchent et qui ont stimulé et défini l'interaction : une division opposant l'Arabie saoudite, les EAU et l'Égypte au Qatar et à la Turquie ; et la concurrence entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Dans les deux cas, les principaux rivaux considèrent l'Afrique comme un nouvel espace de compétition et de construction d'alliances, d'autant plus que la région de la Corne de l'Afrique devrait connaître une forte croissance économique au cours de la prochaine génération. De plus, l'intensification des relations politiques entre le Golfe et la Corne de l'Afrique présente à la fois des opportunités et des risques, obligeant les gouvernements des deux côtés de la mer Rouge à évaluer la compétitivité régionale et les connexions politiques afin de garantir la création d'un environnement propice à la stabilité et aux perspectives d'investissement.

En effet, la nature des engagements et leur dynamique appellent à une perspective d'avenir pour repenser les échanges entre la région MENA et la Corne de l'Afrique d'une manière qui soit bénéfique pour la promotion des intérêts stratégiques, collectifs et communs des pays concernés. En outre, les perspectives économiques de la Corne de l'Afrique laissent entrevoir une croissance accrue, associée à une abondance de ressources naturelles et à une main-d'œuvre jeune et en pleine croissance. Les responsables politiques de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique de l'Est doivent tirer parti de ces facteurs stratégiques dans leurs relations avec les pays de la région MENA. Avec un tel pouvoir de négociation, ils peuvent également saisir l'occasion de redéfinir et d'utiliser à leur avantage les lignes de démarcation politiques entre l'Iran et les États arabes, et entre les États arabes le long du corridor de la mer Rouge.

## **CONCLUSION**

La Corne de l'Afrique est devenue le dernier champ de bataille où les puissances étrangères cherchent à favoriser et à consolider des alliances stratégiques et géopolitiques. L'implication des pays de la région MENA dans la Corne de l'Afrique et l'Afrique de l'Est est plus importante que l'inverse. Alors que ces derniers recherchent une aide économique et humanitaire pour soutenir leurs économies en développement et renforcer leur partenariat politique et sécuritaire avec les premiers, les motivations géopolitiques et les subterfuges idéologiques de l'Arabie saoudite, des EAU et de la Turquie, du Qatar et de l'Iran – y compris la projection de puissance vers les voisins – provoquent des tensions et renforcent l'instabilité dans la région de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique de l'Est. Compte tenu de l'importance vitale des questions abordées, l'objectif devrait être de favoriser une coopération économique et politique mutuellement bénéfique afin de renforcer la prospérité, la sécurité et la stabilité dans les deux régions./